

Communiqué de presse
7 octobre 2010

Voie bilatérale: les avantages prévalent

economiesuisse et les associations économiques cantonales font le point sur les accords bilatéraux et analysent l'avenir des relations extérieures

economiesuisse, en collaboration avec ses membres tessinois – l'Association des industries tessinoises (AITI) et la Chambre de Commerce de l'industrie, de l'artisanat et des services du Canton Tessin (Cc-Ti) – souligne l'importance d'une approche pragmatique dans les futurs rapports avec nos partenaires étrangers. Les problèmes doivent être pris au sérieux, même si la voie bilatérale reste de loin la meilleure solution pour notre économie. C'est également la conclusion à laquelle sont arrivées les associations économiques tessinoises.

Depuis quelques mois, les relations entre la Suisse et l'Union européenne (UE) sont à nouveau au centre de l'attention politique. Après le refus d'adhérer à l'Espace Economique Européen en 1992, la Suisse a cherché d'autres moyens et a choisi un parcours couronné de succès. La voie bilatérale a garanti jusqu'à présent aux entreprises helvétiques un bon accès au marché européen, a sauvé la compétitivité de l'économie et enfin a permis de maintenir la souveraineté économique dans des secteurs très importants comme la politique fiscale, la politique monétaire, le marché du travail ou encore la politique économique extérieure.

Compte tenu de la rapidité des évolutions, il est très important d'examiner régulièrement les positions qui sont à la base de la politique européenne suisse. economiesuisse – dans son étude publiée en mai dernier – a analysé les défis que devra relever la Suisse dans une perspective économique. Sur la base de critères concrets tels que la compétitivité, l'accès au marché et la souveraineté en matière de politique économique, plusieurs scénarios de politique européenne ont été évalués.

Bien que la Suisse soit parfois considérée par les Etats membres de l'UE comme un petit pays exclusivement concentrés sur ses propres intérêts, les faits montrent le contraire. Récemment la Suisse est devenue l'un des partenaires commerciaux le plus importants de l'UE. La Suisse est le deuxième marché d'exportation de l'UE, devant la Chine, le Japon ou l'Inde. "L'économie suisse contribue de manière non négligeable à la compétitivité globale de l'UE", a souligné Pascal Gentinetta, Président de la Direction d'economiesuisse. "Il s'agit maintenant de trouver des solutions pragmatiques pour développer la voie bilatérale qui a permis jusqu'à présent une croissance économique à l'UE et à la Suisse".

"Une évaluation globale des accords bilatéraux impose même à l'économie tessinoise de tirer un bilan positif." C'est ce qui affirme Stefano Modenini, Directeur de l'Association des industries tessinoises, qui déclare: "vu la croissante internationalisation de l'économie tessinoise, les accords bilatéraux avec l'UE et les accords de libre échange dans d'autres régions géographiques du monde, constituent les éléments fondamentaux de la politique économique extérieure de la Suisse". L'économie tessinoise,

fortement axée sur les exportations, a en effet pu retirer des avantages importants de la politique poursuivie dans les années passées par le Conseil fédéral.

Cependant, la politique économique extérieure continue d'être au centre du débat mené par les opposants aux accords bilatéraux, surtout en ce qui concerne la libre circulation des personnes. Cette dernière, «malgré les différents problèmes d'application, reste importante pour l'économie cantonale», a souligné Luca Albertoni, Directeur de la Cc-Ti, en affirmant: «on doit veiller à ce que l'acceptation de la politique extérieure de la part des citoyens soit améliorée. A ce propos la priorité doit être donnée à l'application mutuelle des accords en vigueur, en particulier sur le front italien.»

Questions:

Angelo Geninazzi

Téléphone: 091 922 82 12, angelo.geninazzi@economiesuisse.ch